

Intitulé de l'épreuve : Gestion des entreprises

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Consulat Général de France
à São Paulo, Brésil.

São Paulo, le 24 septembre 2021

Note de cadrage à l'attention du Consul général

Objet: préparation de votre intervention face à la presse brésilienne
- Expansion de Carrefour et investir en France

Monsieur le Consul général,

Le rachat par Carrefour fin mars 2020 du numéro 2 de la distribution alimentaire, Grupo BIG, a conforté la position de leader de l'enseigne française sur un marché de plus de 200 millions de consommateurs. Déjà centenaire, les intérêts français prennent ainsi au Brésil une place prépondérante, la deuxième place du secteur étant désormais occupée par le groupe Casino, via la filiale Pão de Açúcar. Cette opération peut être l'occasion pour le Consulat de souligner les liens économiques forts qui relient la France et le Brésil.

Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 et les conséquences économiques des mesures de protection sanitaire prises par les gouvernements perturbent les flux traditionnels d'investissements directs à l'étranger, qui ont chuté de 40% en 2020. Dans ce contexte dégradé, la décision du gouvernement français de refuser d'autoriser le rachat du groupe Carrefour, exposé médiatiquement au Brésil du fait de sa place dans le quotidien des Brésiliens par le canadien Couche-Tard pourrait utilement être expliquée à la presse

N°
.. / ..

par le consulat. Le double objectif de cette communication pourrait être : (i) d'éviter l'envoi d'un signal de fermeture aux investisseurs brésiliens; (ii) de profiter de la fenêtre médiatique ainsi créée pour rappeler une nouvelle fois aux Brésiliens l'attractivité de la France et présenter les dernières initiatives du gouvernement français.

L'enjeu est d'assurer la permanence d'un climat de confiance dans l'attractivité française au sein de l'écosystème des investisseurs Brésiliens et de les inciter à investir en France.

Dans le contexte de votre intervention prochain, vous avez demandé à ce que la présente note de cadrage porte sur :

- L'activité de Carrefour au Brésil et ses perspectives dans le pays;
- L'évolution de la réglementation relative aux investissements étrangers en France avec un focus sur le veto par le gouvernement sur le rachat de Carrefour par Louchu-Tard;
- L'attractivité économique de la France et sa mobilisation pour attirer des investisseurs internationaux.

I. Le groupe Carrefour, numéro 1 de la distribution au Brésil s'engage dans une stratégie d'expansion dans son marché le plus rentable

A) Carrefour consolide par le rachat de Grupo Big sa position de leader de la distribution au Brésil

1. Les activités de Carrefour au Brésil s'inscrivent dans une dynamique de croissance sur un marché porteur

Carrefour est le numéro un de la distribution au Brésil. Présent depuis les années 1990 dans le pays, l'enseigne entend s'adapter aux caractéristiques spécifiques au marché de ce pays-continent et aux comportements des

consommateurs brésiliens. Ainsi, au-delà du développement d'emprises de ses deux filiales, Carrefour retail et l'enseigne de discount Atacado, Carrefour a diversifié ses modes de vente, du cash & carry au e-commerce. Sa présence sur le marché bancaire - la 5^e banque du pays étant sa propriété - lui permet également d'envisager une concentration verticale utile sur un marché où le recours au paiement par crédit est fréquent.

2. La concentration horizontale illustrée par le rachat de Grupo Big permet à Carrefour d'atteindre une ampleur sans précédent sur le marché brésilien

Le rachat de Grupo Big pour 7 Md de reais (~ 1,1 Md d'euros) permet à Carrefour d'améliorer sa présence géographique et de diversifier le secteur sur lesquels l'enseigne intervient. L'absorption du 3^e acteur du secteur après le rachat en 2020 de 30 magasins de l'enseigne Makro devrait de fait permettre d'offrir au consommateur des structures de taille (l'emprise des magasins) et suivant des modes de consommation (la filiale Sam's Club est ainsi fondée sur le principe d'une cotisation annuelle ouvrant voie à ses rayons) plus variés.

Le directeur général de Carrefour, Alexandre Bompard prévoit ainsi que la nouvelle enseigne porte son chiffre d'affaires à 100 Md de reais (15 Md d'euros) générés par 876 magasins captant près de 60 millions de consommateurs, portant ainsi le groupe de 22 à 30% des parts de marché. Au sein du groupe Carrefour international, le Brésil consoliderait ainsi sa position de pays le plus rentable, assurant 20% du chiffre d'affaires et surtout 40% des bénéfices.

B) Les perspectives de Carrefour sont celles d'une croissance importante au Brésil malgré un climat économique instable

1. Le climat économique du Brésil reste volatile

N°

31...

L'instabilité politique du pays (l'impeachment de Dilma Rousseff, poursuite des affaires politico-judiciaires sous le mandat de Jair Bolsonaro) ont un impact sur la confiance des agents dans l'économie et entraîne une certaine volatilité des cours en bourse.

En particulier, la dégradation quasi-continue depuis 2016 du taux euro-réal pondère les gains de Carrefour au Brésil et 75% des Brésiliens cherchaient en 2019 à dépenser moins (société générale)

2. Pour autant, le Brésil reste porteur de perspectives de croissance pour Carrefour

Les bons résultats de la filiale brésilienne de Carrefour et sa position hégémonique permettent d'envisager une dynamique positive. Le chiffre d'affaire brésilien du groupe a cru de 18,2% en moyenne en 2020 contre 7,8% pour la moyenne globale. Certains secteurs, comme l'électronique sont vus par les dirigeants du groupe comme des segments de marché à occuper davantage. L'éclatement du reste du marché en plus de 900 enseignes limite de plus le risque concurrentiel pour Carrefour. Enfin, l'émergence d'une classe moyenne dans un pays de plus de 200 millions d'habitants majoritairement jeunes permet d'envisager une croissance durable de la consommation dans le pays.

→ Voici pour le panorama des activités et perspectives de Carrefour.

II. Le veto du gouvernement sur le rachat de Carrefour par Couche-Tard doit être vu comme l'illustration de la mobilisation d'un instrument souple de souveraineté et non de protectionnisme

A) La mise en place d'un instrument de filtrage des investissements étrangers par la France de manière progressive et coordonnée avec ses partenaires vise à assurer la sauvegarde en dernier recours de sa souveraineté

1. Le mécanisme de filtrage des investissements étrangers est souple et subsidiaire

Intitulé de l'épreuve : Gestion des entreprises

Nombre de copies : 3

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Si le veto de janvier 2021 opposé par le gouvernement français au rachat de Carrefour par L'Oréal a pu être interprété comme une forme d'expression de protectionnisme, il convient de rappeler qu'il s'agit en fait d'un simple instrument de souveraineté qui est la condition exceptionnelle à l'ouverture de l'économie française.

D'une part, en droit français, le principe de base reste la liberté des relations financières entre la France et l'étranger (art. L151-1 du code monétaire et financier). Le mécanisme de filtrage des investissements étrangers contenu dans le même code financier est ainsi l'exception, ne soumettant à autorisation préalable qu'un nombre limité de domaines relevant de la sécurité, de l'ordre public ou de la défense nationale.

De plus, ce contrôle reste souple. Ainsi, en 2019, il n'a concerné que moins d'un quart des FDI en provenance de partenaires comme les États-Unis ou le Japon. De plus, en 2020, sur 275 opérations contrôlées, seul le rachat du spécialiste de la vision nocturne Photonis par l'américain Teledyne n'avait fait l'objet d'un veto (Direction générale du Trésor).
→ ce contrôle est donc souple et exceptionnel.

2. Le mécanisme de filtrage des investissements étrangers par la France a été élaboré de manière incrémentale et concertée afin d'en faire un outil permettant la conciliation de l'ouverture de l'économie française et de la souveraineté nationale

N°

51...

Aujourd'hui limité dans son champ d'application par un seuil (en principe : 25% de détention par un investisseur non-européen) et des domaines définis (par exemple : 8 technologies dites critiques), ce mécanisme a été élaboré de manière lente, incrémentale et de façon à se limiter à des critères relevant de la seule souveraineté et sécurité de la France. Introduit en droit dans les seules affaires militaires à l'origine, il a vu son champ s'élargir en des domaines plus conventionnels depuis 2014. Son fondement reste toutefois de permettre à la France d'ouvrir son économie en s'assurant d'une sécurité de dernier recours, modulable en certaines circonstances. Ainsi, si le seuil précité a été abaissé à 10%, cette mesure n'est que temporaire et devrait s'éteindre avec la normalisation des cours en bourse.

En outre, ce mécanisme de filtrage s'inscrit dans une cohérence avec les initiatives des partenaires internationaux de la France. De fait, l'élargissement de son champ s'est fait en harmonie avec un règlement européen du 19 mars 2019 portant sur le déploiement d'un tel mécanisme de filtrage au niveau européen et l'encouragement de l'élaboration de dispositifs similaires au niveau national. En outre les Etats-Unis ^(limité pour l'investissement étranger aux EUA) ou la Chine ^(loi du 1er juillet 2015 sur le contrôle des IDE) disposent d'outils comparables dans leurs législations nationales.

→ L'évolution de la réglementation relative aux investissements étrangers en France ne se fait donc pas dans le sens d'une fermeture de l'économie française mais bien dans le sens consensuel d'un maillage plus adapté du contrôle, permettant de conserver le principe de liberté des investissements comme principe de base.

B) Le veto du gouvernement sur le rachat de Carrefour par Couche-Tard est l'illustration de cette recherche de pondération entre liberté dans une économie ouverte et souveraineté.

Le veto de janvier 2021 doit pour être compris replacé dans le contexte de la distabilisation par les conséquences de la pandémie de COVID-19 des marchés financiers et des chaînes d'approvisionnement.

En effet, la France se trouvait d'abord dans une forme d'incertitude quant à la durabilité et la sécurité de certaines voies d'approvisionnement, ce qui a mené le gouvernement à juger qu'un rachat de Carrefour à ce moment pourrait constituer un risque pour la sécurité alimentaire de la France.

Aussi, il convient de souligner qu'il s'agissait d'un projet de rachat très particulier. De fait, la forte liquidité sur les marchés financiers, les cours du pétrole de même que les conséquences de la pandémie de COVID-19 avaient mis couche - Tard, chaîne de superettes de 130 000 salariées et au chiffre d'affaires basé à 70% sur la vente de carburant en position de racheter Carrefour, groupe de 320 000 salariées.

→ Le contexte et la singularité de cette opération invitent à ne pas en tirer de conclusion définitive quant à la mobilisation par le gouvernement de ce pouvoir de « veto », qui est en fait un pouvoir de non-autorisation très rarement mobilisé.

→ Voici pour l'évolution de la réglementation relative aux investissements étrangers et le veto du gouvernement sur le rachat de Carrefour.

III. L'attractivité de la France, signalée par son statut de première destination européenne des investissements étrangers en 2019 et 2020 est renforcée par l'assouplissement de sa fiscalité et de sa réglementation, ce qui devrait inciter les agents brésiliens à en faire la destination de leurs capitaux.

Al L'attractivité de la France est aujourd'hui excellente et résulte d'initiatives visant à lui permettre de répondre aux attentes des investisseurs

Pour la deuxième année consécutive, la France

est en 2020 la première destination d'IDE en Europe. Les investissements dirigés vers l'industrie le sont en premier lieu pour la France depuis 15 ans.

Ce succès résulte de différents éléments, en premier lieu un maillage varié d'acteurs assurant l'incitation et l'accompagnement efficace des investisseurs, de l'ANCT à l'intérieur à Business France à l'extérieur (et maintenant Team France invest entre les deux). D'autre part, des initiatives gouvernementales et locales permettent de faciliter l'investissement et d'améliorer sa rentabilité. La France présente un bon niveau de formation de la main d'œuvre disponible et un écosystème de recherche de haut-niveau. La politique de promotion de la French Tech capitalise sur ces éléments et espère mener à un effet d'entraînement, par exemple par le biais d'instances pour faire émerger des leaders technologiques sur l'ensemble du territoire.

De plus, l'assouplissement et la meilleure lisibilité du droit positif fiscal et de la réglementation sur les sociétés est une autre priorité du gouvernement visant à assurer l'attractivité française, par exemple via la loi d'accélération et de simplification de l'action publique.

Ces initiatives ont des résultats concrets puisque Business France estimait à 1215 le nombre de projets d'investissements internationaux en France en 2020, induisant 34 500 emplois créés ou sauvegardés.

B) Cette excellente attractivité est renouvelée dans le cadre des plans de relance par le ciblage par les pouvoirs publics de secteurs jugés prioritaires par les investisseurs, construisant une image positive de la France dans l'écosystème international

Après des mesures ^{concrètes et} efficaces de soutien aux entreprises lors du plus fort de la pandémie de COVID-19 (report des cotisations sociales, prêts garantis par l'État), le gouvernement a souhaité poursuivre ces efforts de soutien directs à l'économie par un plan massif de 35 Md d'euros d'investissement public. Seconde

Intitulé de l'épreuve : Gestion des entreprises

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

par le plan européen Next Generation EU, qui participe de la même manière à assurer la confiance dans la résilience particulière des économies européennes sur la scène internationale, les priorités données tant à l'environnement qu'aux infrastructures (35 Md pour le plan hydrogène) ou à la numérisation de l'économie et des services publics (on trouve dans le Ségur de la Santé des fonds pour la numérisation des services hospitaliers) sont d'excellents signaux envoyés aux investisseurs qui font de ces secteurs les conditions de l'attractivité de demain.

Le consulat a tout son rôle à jouer dans la promotion de l'attractivité française, notamment via les jours de l'investissement. La mise à disposition de plus de 130 sites d'industrie ce dès en mains >> la bonne couverture vaccinale de la France, sa présence sur des filières technologiques portées à haute valeur ajoutée (hydrogène), son important engagement en faveur du climat ou la permanence d'un modèle social respectueux des salariés peuvent être mobilisés en fonction des interlocuteurs, de même que les effets d'entraînements attendus pour le secteur privé d'importantes injections de fonds publics par des projets d'infrastructures comme le Grand Paris ou les Jeux Olympiques de 2024.

→ Voici pour l'argumentaire relatif à l'attractivité de la France et à la mobilisation des pouvoirs publics pour assurer la permanence d'un écosystème exceptionnel.

N°
21...

lement riche et accueillant déjà plus de 16 000 filiales
de groupes étrangers employant près de 2,2 millions
de salariés.

Lined writing area with horizontal ruling lines.

